

Unité départementale de l'Oise  
283 rue de Clermont  
ZA de la Vatine  
60000 Beauvais

Beauvais, le 24/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AGCO**

41 Avenue Blaise Pascal  
BP 60307  
60000 Beauvais

Références : IC-R/523/25-LGER/MC  
Code AIOT : 0005100912

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2025 dans l'établissement AGCO implanté 41 Avenue Blaise Pascal BP 60307 60000 Beauvais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AGCO
- 41 Avenue Blaise Pascal BP 60307 60000 Beauvais
- Code AIOT : 0005100912
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AGCO est spécialisée dans la fabrication de tracteurs agricoles. L'activité de l'entreprise consiste au montage en ligne de différentes pièces (cabines, châssis, pneumatiques, moteur, pièces détachées,...) pour la production de tracteurs.

Elle partage l'emprise du site avec la société GIMA. Ces 2 établissements (AGCO et GIMA) résultent de la scission en 1994 de l'entreprise MASSEY FERGUSON qui exploitait l'ensemble des installations du site. La société GIMA fournit à AGCO les ponts et boîtes de vitesse.

Les activités du site AGCO sont aujourd'hui encadrées par arrêté préfectoral du 5 décembre 2006 modifié par arrêtés complémentaires des 6 novembre 2014 et 12 février 2015.

Le site relève de l'autorisation principalement au titre des rubriques 2940 (application des peintures) et 2931 (atelier d'essai des moteurs) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 3
- Eaux souterraines

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	CONSOMMATION EN EAU DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DE SURFACE	Arrêté Préfectoral du 05/12/2006, article 5.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Autosurveillance des rejets d'eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 05/12/2006, article 5.3.10	Demande d'action corrective	3 mois
6	registre d'incidents et d'entretien	Arrêté Préfectoral du 05/12/2006, article 5.3.11	Demande d'action corrective	3 mois
7	Vérification périodique installations électriques	Arrêté Préfectoral du 05/12/2006, article 3.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registre	Règlement européen	Avec suites, Demande	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		du 07/02/2024, article 7.1	d'action corrective	
3	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 05/12/2006, article 5.2.2	/	Sans objet
4	Valeurs limites émission eaux polluées	Arrêté Préfectoral du 05/12/2006, article 5.3.9	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une non-conformité a été constatée concernant l'entretien des installations électriques. Il est proposé au préfet de mettre en demeure la société de corriger cette non conformité sous 3 mois.

Il a également été constaté que le registre d'incident et d'entretien était incomplet et que l'alarme sonore signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH n'est pas sonore et n'entraîne pas automatiquement l'arrêt immédiat des rejets. Il est demandé à l'exploitant de corriger ces points sous 3 mois.

La consommation d'eau spécifique fait également l'objet d'une demande de justificatif.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Registre

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 07/02/2024, article 7.1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 28/04/2025</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 25/07/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>1. Les exploitants d'équipements qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, établissent et conservent, pour chaque pièce de ces équipements, des registres dans lesquels ils consignent les informations suivantes:</p> <p>a) la quantité et le type de gaz contenu dans les équipements, en indiquant séparément, le cas échéant, la quantité ajoutée au cours de l'installation;</p>

- b) les quantités de gaz ajoutées pendant la maintenance ou l'entretien ou à cause d'une fuite, ainsi que la date de ces ajouts;
- c) la quantité de gaz récupérée;
- d) en cas d'ajout de gaz, la quantité et les types de gaz ajoutés et s'ils ont été recyclés ou régénérés, ainsi que le nom et l'adresse dans l'Union de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat;
- e) l'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la récupération, la réparation, le contrôle d'étanchéité ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat et, lorsque l'entreprise responsable de ces opérations est une personne morale, les données d'identification de l'entreprise et celles de la personne physique ayant exécuté les opérations;
- f) les dates et résultats des contrôles effectués au titre de l'article 5, paragraphe 1, ainsi que les dates et les résultats des réparations de fuites;
- g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz.

**Constats :**

**Inspection du 28 avril 2025 :**

Le jour de l'inspection, il avait été constaté que l'exploitant ne disposait pas d'un registre avec l'ensemble des informations requises par le règlement du 07/02/2024.

Suite à cette inspection, il avait été demandé à l'exploitant de mettre en place un registre intégrant l'ensemble des informations demandées par l'article 7.1 du règlement du 07/02/2024 sous 3 mois.

**Inspection du 17 novembre 2025 :**

L'exploitant a présenté le registre des équipements devant faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité. Ce registre contient :

- la quantité et le type de gaz contenu dans les équipements ;
- les quantités ajoutées lors de maintenance ;
- les quantités de gaz récupérées ;
- les dates et résultats des contrôles effectués, ainsi que les dates et les résultats des réparations de fuites ;

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : CONSOMMATION EN EAU DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DE SURFACE**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/12/2006, article 5.1.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prélèvements en eau

**Prescription contrôlée :**

<p>Les systèmes de rinçage doivent être exploités de manière à obtenir une consommation d'eau spécifique, rapportée au mètre carré de la surface traitée, dite « consommation spécifique », la plus faible possible. La surface traitée correspond à la surface immergée (pièces et montages) qui participe à l'entraînement du bain.</p> <p>Elle est déterminée soit directement, soit indirectement en fonction des consommations électriques, des quantités de métaux utilisés, de l'épaisseur moyenne déposée ou par toute autre méthode adaptée au procédé utilisé. La consommation spécifique est exprimée pour l'installation, en tenant compte du nombre de fonctions de rinçage. Il y a fonction de rinçage chaque fois qu'une pièce quitte un bain de traitement et doit subir un rinçage, quel que soit le nombre de cuves ou d'étapes constituant ce rinçage. <b>La consommation spécifique d'eau ne doit pas excéder 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage.</b> L'exploitant calcule une fois par an la consommation spécifique de son installation, sur une période représentative de son activité. Il tient à disposition de l'inspection des installations classées le résultat et le mode de calcul de cette consommation spécifique ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas réalisé le calcul de la consommation spécifique des installations de traitement de surface.</p> <p>Il a transmis dans un courriel du 21 novembre 2025 le résultat de ce calcul ainsi que la méthode utilisée. L'exploitant a indiqué avoir traité 911 716 m<sup>2</sup> de surface et il a indiqué avoir rejeté 7 005 m<sup>3</sup> d'eau. Cela revient à un rejet spécifique d'eau par surface traitée de 7, 683 l/m<sup>2</sup> en 2024. Les calculs sont réalisées une fois par an. Le calcul prend en compte les volumes rejetés et non la consommation en eau.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande de justificatif :</b> Il est demandé à l'exploitant de transmettre la valeur de consommation spécifique pour l'année 2025 ainsi que la méthode utilisée. Ce calcul devra prendre en compte la consommation en eau et non le volume d'eau rejeté.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

### N° 3 : Plan des réseaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2006, article 5.2.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux EAU</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p>

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs,...).

#### Constats :

L'exploitant a présenté lors de la visite d'inspection les plans des réseaux suivants :

- Les réseaux d'alimentation ;
- Les points d'alimentation et de distribution ;
- Les réseaux de collecte des eaux ;
- les vannes et compteurs.

L'exploitant a transmis la version de tous ces plans mis à jour par courriel du 26 novembre 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Valeurs limites emission eaux polluées

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/12/2006, article 5.3.9

**Thème(s) :** Risques chroniques, CI 2024 Dép

#### Prescription contrôlée :

[...] Les eaux résiduaires sont traitées dans la station d'épuration interne du site. L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux souillées dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration définies ci-dessous. En aucun cas, ces concentrations ne seront obtenues par apport d'eau de dilution.

[...]

• **Paramètres de rejet des eaux résiduaires et des eaux domestiques envoyées en station d'épuration urbaine de Beauvais**

- Débits maximaux :
  - instantané : 20,5 m<sup>3</sup>/h
  - pendant une période de 2 h consécutives : 16 m<sup>3</sup>/h
  - pendant une période de 24 h consécutives : 11 m<sup>3</sup>/h ou 264 m<sup>3</sup>/j
- Température : inférieure à 30 °C ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline) ;
- Couleur : la couleur de l'effluent ne doit pas provoquer une coloration persistante du

milieu récepteur ;

- Hydrocarbures totaux : la teneur en hydrocarbures totaux ne devra pas dépasser 5 mg/l ;
- AOX : la teneur en AOX ne devra pas dépasser 5 mg/l

Les eaux résiduaires transitent par le déshuileur général du site avant d'être acheminées vers la station d'épuration urbaine de Beauvais, les concentrations et flux maximaux sur eaux brutes non décantées sont définis comme suit :

Paramètres	M.E.S.	D.C.O.	DBO <sub>5</sub>	P T en P <sub>2</sub> O <sub>5</sub>	A z o t e Kjeldahl	Nitrites	M.O.
Concentration moyenne journalière (mg/l)	150	550	150	25	15	20	280
Flux maximum journalier (kg/j)	40	145	40	7	4	5	74

En cas d'impossibilité technique de traitement des rejets d'eaux résiduaires dans la station d'épuration urbaine de la ville de Beauvais, les installations à l'origine des rejets sont mises à l'arrêt.

#### Constats :

Dans le cadre du rejet des eaux résiduaires vers la station d'épuration urbaine de Beauvais, l'exploitant réalise le suivi en continu des trois paramètres :

- la température ;

- le pH ;

- le débit.

L'exploitant effectue le suivi de certains polluants spécifiques à une fréquence mensuelle :

- M.E.S ;

- AOX ;

- Hydrocarbures totaux ;

- D.C.O ;

- DBO<sub>5</sub>;
- PT ;
- Azote Kjeldahl ;
- Nitrites ;
- M.O..

L'exploitant a présenté les trois derniers rapports mensuels de mesure du 22 octobre 2025, du 25 septembre 2025 et du 28 août 2025.

L'exploitant renseigne les résultats de ces surveillances sur la plateforme GIDAF.

Il renseigne une mesure par jour pour les paramètres en continu et une mesure par mois pour les mesures mensuelles.

Ces mesures sont réalisées par la société Endress + Hauser.

Les seules valeurs en dehors des seuils sur les douze derniers mois sont :

- une mesure de pH à 3,9 le 21 août 2025. L'exploitant indique que cette mesure est due à la remise en service de l'installation après maintenance annuelle;
- des mesures de pH supérieures aux valeurs seuils en novembre, décembre 2024 et en janvier 2025. L'exploitant a indiqué que ces valeurs sont dues à une mauvaise calibration de la sonde pH. L'exploitant a indiqué avoir fait recalibrer la sonde suite à ces dérives et il a indiqué faire changer la sonde environ une fois par an (il a indiqué avoir fait changer la sonde pour la dernière fois le 28 avril 2025).

Des contrôles inopinés sur les rejets en eau ont été réalisés par le laboratoire WESSLING les 3/4 juin 2024 et les 2/3 juillet 2025.

En juin 2024, une mesure de 12 mg/L d'hydrocarbures totaux a été faite pour une valeur maximale de 5 mg/L.

L'exploitant n'a pas su expliquer ce dépassement en hydrocarbures. Les résultats de la surveillance étaient en dessous des seuils pour ce paramètre lors de toutes les mesures réalisées dans le cadre de l'autosurveillance et lors du contrôle inopiné réalisé en 2025.

En juillet 2025, une mesure de 16 mg/L pour l'azote Kjeldahl a été faite pour une valeur maximale de 15 mg/L.

L'exploitant a indiqué que ce dépassement était dû à un antioxydant Oxa9943 issu de la société CHEMETALL. L'exploitant a modifié le dosage de ce produit dans le process et a fait réaliser une mesure de l'azote Kjeldahl par la société EUROFINS le 25 septembre 2025. La valeur pour l'azote Kjeldahl mesurée était alors de 6,52 mg/L.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Autosurveillance des rejets d'eaux résiduaires**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/12/2006, article 5.3.10

**Thème(s) :** Risques chroniques, suivi pH et débit

**Prescription contrôlée :**

Les contrôles mensuels suivant les méthodes normalisées en vigueur dans ce domaine, doivent permettre de déterminer le niveau des rejets. Les résultats de ces contrôles sont transmis à l'inspection des installations classées. Le pH et le débit sont mesurés et enregistrés en continu dans le cas d'un traitement des effluents en continu. Ils sont mesurés et consignés avant rejet dans le cas d'un traitement par bâchées. Les résultats de ces contrôles et les enregistrements sont archivés sur site sur un support prévu à cet effet pendant une durée d'au moins cinq ans et sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils doivent être répertoriés pour pouvoir les corréler avec les dates de rejet. Le volume total rejeté par jour est consigné sur un registre prévu à cet effet. Ces systèmes de contrôle en continu déclenchent, sans délai, une alarme sonore signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH et entraînent automatiquement l'arrêt immédiat de ces rejets. La fréquence et la liste des paramètres à analyser pourront être modifiées sur proposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant a indiqué réaliser ses rejets en eau en continu. Il mesure en continu le pH et le débit. En cas de dépassement des seuils de pH, une alarme lumineuse se déclenche et une personne intervient manuellement.

L'exploitant a présenté un registre informatisé du suivi des paramètres mesurés en continu. Ce document permet le suivi du pH et du débit.

Le volume total rejeté par jour est renseigné dans un registre présenté par l'exploitant. Ce registre était à jour lors de l'inspection.

Non-conformité (faits modérés) : l'alarme signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH n'est pas sonore mais visuelle et n'entraîne pas automatiquement l'arrêt immédiat de ces rejets.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

<p><b>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place</b> une alarme sonore signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH et entraînant automatiquement l'arrêt immédiat de ces rejets ou de porter à la connaissance du préfet la mise en place du système actuel en apportant les éléments démontrant d'une efficacité équivalente sous 3 mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 6 : registre d'incidents et d'entretien**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2006, article 5.3.11</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, registre d'incidents</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tiendra à jour un registre sur lequel seront notées les opérations d'entretien, les incidents de fonctionnement, les réparations effectuées, les modifications de toute nature apportées au dispositif, les quantités de réactifs consommés, l'énergie électrique consommée et les résultats d'autosurveillance. Ce registre sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et du service chargé de la Police des eaux.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté un registre des incidents qui recense tous les incidents sur site depuis 2023. Ce registre indique les événements, le lieu, la date et les actions mises en place afin de lutter contre la survenue de ces incidents.</p> <p>L'exploitant a présenté un registre d'entretien des dispositifs de mesure en continu des rejets en eaux résiduelles de la société Endress + Hauser du 30 septembre 2025.</p> <p>L'exploitant a présenté un contrat de contrôle des réseaux de la société SARP qui couvre la période du 5 mars 2025 au 4 mars 2026.</p> <p>L'exploitant n'a pas présenté de registre des quantités de réactifs consommés et de l'énergie électrique consommée par les systèmes de mesures en continu.</p> <p><b>Non-conformité (fait modéré) :</b> le registre présenté par l'exploitant ne présente pas les quantités de réactifs consommés et l'énergie électrique consommée par les systèmes de mesures en continu. Les différentes informations présentées par l'exploitant se trouvaient dans différents documents, et non dans un registre unique.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un registre qui présente les quantités de réactifs consommés et l'énergie électrique consommée par les systèmes de mesures en continu sous 3 mois. L'exploitant doit également compiler ces registres ainsi que les résultats d'autosurveillance sous la forme d'un seul document.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>

Proposition de délais : 3 mois

**N° 7 : Vérification périodique installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/12/2006, article 3.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérification installations électriques

**Prescription contrôlée :**

Une vérification de l'ensemble des installations électriques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. Les non conformités susceptibles d'accroître les risques d'accident ou d'aggraver les risques en cas d'accident détectées sur les installations électriques font l'objet d'une réparation immédiate. De façon générale toutes les non conformités devront être réparées et seront suivies d'un nouveau contrôle permettant de vérifier la bonne réalisation des réparations. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

**Constats :**

L'exploitant a présenté la synthèse des rapports Q18 pour ses installations électriques. Les contrôles des installations électriques sont réalisés entre avril et juin de chaque année.

Par sondage, l'inspection a vérifié les conclusions des rapports Q18 pour les différentes sous-parties du site AGCO :

Des non-conformités ont été observées. La conclusion du rapport Q18 pour le magasin général du site BVS 1 du 16 mai 2025 réalisé par la société Bureau Veritas est la suivante :

"Nous déclarons que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion".

Les non-conformités concernent un besoin "d'effectuer un dépoussiérage" des installations et "Assurer la protection du neutre". Certaines de ces non-conformités ont une date de premier signalement en 2010.

**Non-conformité (fait significatif) :** Des non-conformités pouvant entraîner des risques d'incendie et d'explosion ont été relevées lors du contrôle du rapport Q18 fourni par l'exploitant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Proposition :** mise en demeure de fournir un rapport attestant que les installations électriques ne peuvent entraîner un risque d'incendie ou d'explosion sous 3 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois